ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 20 novembre 1984, d'une demande d'avis sur un projet de loi "insérant un article 140bis dans le Code judiciaire", a donné le 20 mars 1985 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 20e november 1984 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot invoeging van een artikel 140bis in het Gerechtelijk Wetboek", heeft de 20e maart 1985 het volgend advies gegeven :

LA PORTEE GENERALE DU PROJET DE LOI.

Par lettre du 16 novembre 1984, le Ministre de la Justice demande l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat sur un projet de loi insérant un article 140bis dans le Code judiciaire. Cet article est rédigé comme suit :

"Hors les cas prévus aux articles 759 à 763 du Code judiciaire et aux articles 31 et 32 du Code de procédure pénale militaire, le maintien de l'ordre à l'intérieur des bâtiments judiciaires est assuré par :

1° le procureur du Roi à l'intérieur des bâtiments de son ressort;

2° l'auditeur militaire à l'intérieur des bâtiments où siège le Conseil de guerre;

3° le procureur général près la Cour d'appel à l'intérieur des bâtiments où siège une cour;

4° le procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles et l'auditeur général près la Cour militaire à l'intérieur des bâtiments à Bruxelles où siègent des cours. La direction des opérations relève du procureur général près la cour d'appel de Bruxelles.

Les autorités précitées peuvent réquisitionner à cet effet la force publique" (1).

Selon l'exposé des motifs, si les questions relatives à la police des audiences des cours et tribunaux sont réglées de manière précise par les articles 759 à 763 du Code judiciaire, "par contre,le législateur n'a pris aucune disposition particulière au sujet du maintien de l'ordre dans les bâtiments judiciaires, (en dehors des lieux ou les juges ou les membres du ministère public exercent leurs fonctions)".

.../...

---

(1) Dans le texte français, le verbe "requérir" serait certainement plus adéquat.

L'exposé des motifs observe qu'il y a là une lacune qu'il convient de combler, afin d'éviter les conflits de compétence qui pourraient surgir entre les chefs des parquets et les présidents des juridictions.

Le dernier alinéa de l'exposé des motifs apporte la précision suivante :

> "Dans l'éventualité où des incidents surviendraient dans un bâtiment dans lequel ni le procureur général ni le procureur du Roi n'exercent leurs fonctions (ex. justices de paix, juridictions du travail installées dans d'autres bâtiments que le palais de justice), il appartient à l'autorité judiciaire qui s'y trouve d'aviser le procureur du Roi de manière à lui permettre de prendre les mesures qui s'imposent".

+

L'unique objet du projet de loi est donc de donner compétence au procureur général près la Cour d'appel, à l'auditeur général près la Cour militaire, aux procureurs du Roi et aux auditeurs militaires pour assurer le maintien de l'ordre à l'intérieur des "bâtiments judiciaires" (article 140bis, alinéa 1er, en projet).

+

OBSERVATIONS RELATIVES AU CHAMP D'APPLICATION DE LA LOI EN PROJET.

Il ressort du texte du projet et de l'exposé des motifs que les auteurs de celui-ci entendent que la "police de l'audience" au sens large de cette expression (1) n'entre pas dans le champ d'application de la loi en projet.

En effet, l'article en projet commence par les mots "Hors les cas prévus aux articles 759 à 763 du Code judiciaire et aux articles 31 et 32 du Code de procédure pénale militaire ...".

Or les articles 759 à 762 du Code judiciaire règlent la police de l'audience; l'article 31 du Code de procédure pénale militaire concerne la répression d'une infraction aux lois ordinaires commise à l'audience d'une juridiction ordinaire par une personne justiciable de la juridiction militaire et l'article 32 du même code, la répression d'une contravention ou d'un délit commis à l'audience d'un tribunal militaire par une personne justiciable de la juridiction ordinaire.

I. En dehors des dispositions relatives à la police de l'audience au sens large de cette expression qui sont citées dans le projet, il en est d'autres qui ont un objet semblable et paraissent avoir été perdues de vue, à savoir :

.../...

---

(1) En ce sens large, la police de l'audience comprend non seulement la prévention et la répression des atteintes à l'ordre de l'audience mais aussi la répression des infractions commises à l'audience.

- l'article 267, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, qui attribue au président de la Cour d'assises "la police de l'audience";
- l'article 181 du même code relatif aux délits correctionnels qui se commettraient dans l'enceinte et pendant la durée de l'audience d'une cour, du tribunal correctionnel ou du tribunal civil;
- l'article 506 du même code relatif au crime commis à l'audience d'un juge seul, ou d'un tribunal sujet à appel;
- l'article 507 du même code relatif aux voies de fait qui auraient dégénéré en crimes et à tous autres crimes flagrants commis à l'audience de la Cour de cassation, d'une cour d'appel ou d'une cour d'assises.

II. Dans plusieurs des dispositions citées dans le projet (Code judiciaire, article 762; Code de procédure pénale militaire, articles 31 et 32) ou mentionnées à titre complémentaire ci-dessus (Code d'instruction criminelle, article 507), il est prévu une intervention de membres du ministère public, intervention qui tend aussi au maintien de l'ordre, notamment par la voie de poursuites ou de réquisitions.

Dès lors, la formule "Hors les cas prévus ..." qui semble exclure dans ces cas toute action du ministère public n'est pas adéquate. En l'espèce, la formule "Sans préjudice" serait préférable.

.../...

III. Dès lors que le champ d'application de l'article 140bis en projet se trouve limité par l'existence du régime de la police de l'audience, auquel rien n'est changé, la question se pose de savoir en quels lieux exactement s'exerce la police de l'audience.

L'article 763 du Code judiciaire, qui constitue la dernière disposition d'une section intitulée "De l'audience", est rédigé comme suit :

> "Les dispositions du présent chapitre sont applicables en tous lieux où les juges ou les membres du ministère public exercent leurs fonctions" (1).

L'article 763 vise donc des lieux mais par référence aux fonctions qui s'y exercent.

.../...

---

(1) Il semble qu'il faille lire "les dispositions de la présente section" (plutôt que "du présent chapitre"), puisque le chapitre dans lequel est inséré l'article 763 comprend l'ensemble des dispositions relatives à l'instruction et au jugement contradictoires tandis que la section 6 de ce chapitre concerne spécifiquement le déroulement de l'audience, c'est-à-dire le temps pendant lequel peuvent se produire des faits intéressant la police de l'audience. L'article 763 est d'ailleurs le dernier de la section 6, dont il paraît ainsi préciser le champ d'application, tandis que le chapitre dans lequel il est situé se poursuit par des sections 7, 8 et 9.

L'interprétation de ce texte pose une double question. D'abord, quels sont exactement les lieux "où les juges ou les membres du ministère public exercent leurs fonctions" ? Ensuite, en ces lieux, la police de l'audience appartient-elle en tout temps aux juges qui y sont présents, ou bien ne peut-elle être exercée que strictement pendant le temps où les juges accomplissent des actes de leurs fonctions ?

La détermination du champ d'application des dispositions relatives à la police des audiences ne paraît guère avoir suscité de difficultés jusqu'à présent. Toutefois, à partir du moment où ce champ d'application délimite, de manière négative, par voie d'exclusion, le champ d'application du pouvoir de maintien de l'ordre que le projet tend à reconnaître au parquet, il devient essentiel de préciser où et quand exactement peut s'exercer la police de l'audience. Sans cela, les conflits de compétence entre les chefs de parquet et les présidents des juridictions, que le projet tend précisément à éviter, risqueraient de se produire encore et même de se multiplier.

Le rapport du Commissaire royal à la réforme judiciaire, annexé à l'exposé des motifs du projet devenu la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, donne le commentaire suivant au sujet de la portée de l'article 763 de ce Code :

> "Les dispositions qui ont trait à la discipline d'audience sont applicables en tous lieux où les juges ou les membres du ministère public exercent leurs fonctions : aussi bien aux audiences publiques qu'à celles qui sont tenues à huis clos et même lors d'une descente sur les lieux,

d'une enquête, d'une expertise" (1).

Les exemples ainsi cités portent à penser que la police de l'audience peut uniquement s'exercer dans des lieux où les juges accomplissent des actes constitutifs de l'exercice de la fonction judiciaire, non évidemment dans les lieux où ces magistrats effectuent une tâche de simple préparation, telle que l'étude des cas dont ils sont saisis.

Mais cette distinction entre les actes qui sont constitutifs de l'exercice de la fonction judiciaire et ceux qui ne le sont pas tout en s'y rattachant, sera parfois plus délicate à opérer. Il semble, par exemple, que le juge de paix présidant le conseil de famille, le juge qui tente de rapprocher les parties au cours de la procédure en divorce, le juge d'instruction qui interroge, en son cabinet, un inculpé ou un témoin se trouvent dans le cas visé par l'article 763. En revanche, la question est plus douteuse pour le juge qui reçoit en son cabinet ou en chambre du conseil un avocat d'une partie, accompagné ou non de celle-ci. Le délibéré des juges est-il constitutif de l'exercice de la fonction judiciaire même lorsqu'il n'a pas lieu "sur les bancs" ?

Bien que l'article 763 du Code judiciaire paraisse, à première vue, délimiter le champ d'application de la police de l'audience par l'indication des lieux où elle s'exerce, les exemples cités par le Commissaire royal à la réforme judiciaire conduisent à considérer que c'est bien plus la nature des actes accomplis par les juges que l'endroit où ils sont accomplis, qui importe. La police de l'audience ne s'exercera, dans la salle où siège le tribunal, que pendant le temps

.../...

---

(1) Doc. parl. Sénat, session 1963-1964, n° 60, page 188, Supplément à la Pasinomie 1967, page 426.

des audiences. Si le juge d'instruction doit être considéré comme accomplissant un acte constitutif de l'exercice de sa fonction judiciaire lorsqu'il interroge un prévenu ou des témoins, il n'accomplit plus qu'une tâche de préparation lorsqu'il consulte les procès-verbaux établis par la police ou prend connaissance des conclusions d'un expert. Ainsi un même lieu, alors même que le même magistrat continue d'y être, tantôt se trouve sous le régime de la police de l'audience, tantôt ne s'y trouve pas. Il faut apparemment en déduire que l'autorité responsable de l'ordre public dans ce lieu pourra changer plusieurs fois au cours d'une même journée et même d'un instant à l'autre à plusieurs reprises. Si un tel système est intellectuellement concevable, on peut cependant s'interroger sur sa praticabilité et sur son efficacité.

Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier si le champ d'application de la police de l'audience ne devrait pas être mieux délimité, notamment par une modification de l'article 763 du Code judiciaire, afin que la restriction qui en résulte pour la détermination du champ d'application de l'article 140bis du Code judiciaire en projet, soit suffisamment nette et précise. Il leur appartiendra aussi de juger si l'alternance de deux autorités différentes, ayant chacune à son tour compétence exclusive en matière de maintien de l'ordre dans un même lieu, répond adéquatement aux objectifs que le projet poursuit. Cette dernière observation, qui concerne la praticabilité du système du projet, sera complétée par des observations se rapportant à la détermination des bâtiments qui sont visés par le projet (voir ci-dessous "Observations relatives à l'objet du projet", IV).

.../...

OBSERVATIONS RELATIVES A L'OBJET DU PROJET.

I. Quant à l'étendue du pouvoir conféré.

Le projet se borne à énoncer que "le maintien de l'ordre à l'intérieur des bâtiments judiciaires est assuré (par les autorités du ministère public qu'il désigne)". Le texte ne définit pas la notion de "maintien de l'ordre public" qui est visée.

L'exposé des motifs relève qu' "Il n'est ... pas exclu que des manifestations de nature à troubler le bon fonctionnement des services se déroulent à l'intérieur d'un bâtiment judiciaire sans que ceux qui y participent se rendent coupables d'une infraction". Et l'exposé des motifs ajoute : "Le projet attribue aux mêmes autorités la mission d'intervenir en ces circonstances afin qu' (elles) puissent prendre toutes les mesures que commanderait la situation, y compris le recours à la force publique. Ces magistrats seront ainsi dotés d'un pouvoir de police à l'intérieur des bâtiments judiciaires". S'exprimant de la sorte, l'exposé des motifs laisse entendre que le projet viserait à attribuer aux parquets le pouvoir de prendre des mesures autres que celle qui consiste à requérir la force publique, mais il ne fournit aucune indication au sujet de ces mesures.

Certaines situations pourraient entraîner des difficultés d'ordre pratique liées à l'incertitude sur l'étendue exacte des compétences attribuées aux chefs des parquets. La question pourra, par exemple, se poser de savoir si, en cas d'adoption du projet, le procureur général ou le procureur du Roi aura compétence exclusive en matière de maintien de

l'ordre et pourra seul régler, même à l'égard des magistrats du siège et des membres du barreau, les conditions d'accès aux bâtiments judiciaires et la circulation à l'intérieur de ceux-ci, ordonner l'installation et l'utilisation d'appareils de surveillance ou de sécurité ...

II. Quant à la détermination des autorités compétentes.

Selon les indications données au Conseil d'Etat par le délégué du Ministre :

a) En faisant mention du procureur du Roi, de l'auditeur militaire, du procureur général près la cour d'appel et de l'auditeur général près la cour militaire, le projet ne vise pas exclusivement les chefs de corps des divers parquets mais aussi les autres membres de ces parquets, désignés selon les règles qui régissent le fonctionnement du ministère public.

b) Il se fait souvent qu'un même bâtiment est occupé par plusieurs juridictions différentes. Tel est le cas du palais de justice de Bruxelles, qui seul est visé à l'article 140bis, alinéa ler, 4°, en projet. C'est aussi le cas des divers bâtiments où siègent à la fois une cour d'appel et une ou plusieurs juridictions de première instance ou encore à la fois un tribunal de première instance ou un tribunal du travail et un tribunal de commerce, etc...

Par ailleurs, pour déroger à la règle de principe confiant au procureur du Roi la responsabilité du maintien de l'ordre "à l'intérieur des bâtiments de son ressort" (article 140bis, 1°, en projet), le projet ne se réfère qu'aux lieux dans

lesquels siège une juridiction. Si les services d'un parquet général, d'un auditorat général du travail ou d'un auditorat militaire sont installés dans un bâtiment autre que le bâtiment où siègent respectivement la cour d'appel, la cour du travail ou le conseil de guerre, le texte du projet aura pour effet de rendre le procureur du Roi compétent pour le maintien de l'ordre dans les bâtiments affectés aux services d'un parquet général, d'un auditorat général du travail ou d'un auditorat militaire.

En tenant compte des principes généraux de l'organisation judiciaire et des indications données par l'exposé des motifs, on peut définir l'ordre hiérarchique des compétences et déterminer quel est le magistrat du ministère public qui est chargé d'assurer le maintien de l'ordre à l'intérieur d'un bâtiment lorsque celui-ci est occupé par plusieurs juridictions. Il serait néanmoins préférable d'énoncer les règles de compétence de manière plus précise. En annexe au présent avis, le Conseil d'Etat a joint un tableau indiquant les règles qui lui paraissent découler de l'économie du projet.

III. Quant aux rapports entre les divers pouvoirs de police.

Le projet attribue aux divers parquets le pouvoir de maintenir l'ordre à l'intérieur des bâtiments judiciaires. Il est nécessaire de déterminer si ce pouvoir exclut - et, dans l'affirmative, dans quelle mesure - le pouvoir de police générale, qui est confié à diverses autorités par un ensemble de dispositions, lequel pouvoir de police générale comprend

.../...

celui d'assurer le maintien de l'ordre (1).

Il y a lieu de relever comme dispositions ayant l'objet indiqué :

- l'article 29 de la Constitution attribuant au Roi le pouvoir exécutif, lequel - sensu lato - comporte le maintien de l'ordre sur le territoire du royaume;
- le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités, qui dispose en son article 50 que "les fonctions propres au pouvoir municipal sont ... de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment ... de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics";
- le décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire qui contient des dispositions semblables et qui portent que "les objets de police confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux" comprennent notamment "2° le soin de réprimer et punir les délits contre la tranquillité publique ..." et "3° le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes... et autres lieux publics ...";

.../...

---

(1) Sur la notion de "police générale" voir :
A. BUTTGENBACH, Manuel de droit administratif, Bruxelles, Larcier, 1966, n°s 480 et s.
J. DEMBOUR, Droit administratif, 5e éd.,Liège, 1978, n° 234;
A. MAST, Overzicht van het Belgisch Administratief Recht, 9e druk, Gent, Leuven, Story-Scientia, 1984, nr 392.

- les articles 94 et 105 de la loi communale donnant au bourgmestre les pouvoirs nécessaires dans les cas d'atteintes graves portées à la paix publique;
- les articles 128 et 129 de la loi provinciale chargeant le gouverneur de la province de veiller au maintien de la tranquillité et du bon ordre dans la province.

Il y a lieu de citer également la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, notamment les articles 1er, 17; 28 et 44, alinéas 1er et 2.

Pour atteindre son objet et prévenir des difficultés quant à la détermination de l'autorité qui peut et doit intervenir pour le maintien de l'ordre, le projet ne devrait pas se borner à indiquer les lieux dans lesquels la responsabilité qu'il entend mettre entre les mains du parquet pourra s'exercer, mais aussi les circonstances dans lesquelles elle devra être mise en oeuvre. En effet, il pourra se faire que le trouble de l'ordre public commence en dehors "des bâtiments judiciaires" pour se poursuivre à l'intérieur de ceux-ci ou qu'inversement, il se présente d'abord à l'intérieur d'un de ces bâtiments et, à la suite de l'expulsion des perturbateurs se continue sur la voie publique.

Le projet devrait déterminer dans quelles conditions les diverses autorités pourront intervenir dans des cas de ce genre. Peut-être le législateur arrivera-t-il à la conclusion que l'intervention d'une autorité n'exclut pas nécessairement celle d'une autre. Si, au contraire, le législateur entend que soient attribuées des compétences ayant un caractère exclusif, un problème de coordination de l'action de ces autorités administratives, qui a un caractère complexe et fort délicat, se posera.

IV. Quant à la désignation des bâtiments visés.

L'expression "bâtiments judiciaires" n'est pas heureuse. Elle a sans doute le mérite d'indiquer que le projet vise exclusivement les bâtiments occupés par des juridictions de l'ordre judiciaire ou des parquets, greffes et services institués auprès de telles juridictions. Mais il n'est pas adéquat d'appliquer le qualificatif "judiciaires" à des bâtiments.

En outre, il faut tenir compte du fait que des juridictions judiciaires siègent assez souvent dans une partie d'un bâtiment, qui, pour le surplus, a une autre affectation. Par exemple, de nombreuses justices de paix occupent une partie du bâtiment où est installé un hôtel de ville ou une maison communale.

Dès lors, il y aurait lieu d'écrire dans le projet "... à l'intérieur des bâtiments ou des parties de bâtiments affectés à l'administration de la justice".

Dans les bâtiments affectés à l'administration de la justice, on peut distinguer :

a) les locaux ouverts au public, qui sont, en dehors de la salle d'audience, les salles des pas perdus, les couloirs et les greffes;

b) les locaux non ouverts au public, qui sont ceux où les juges se réunissent en chambre du conseil et ceux où ils tiennent les délibérations préparant leurs jugements, les cabinets des magistrats du siège, les cabinets des juges d'instruction, les cabinets des magistrats du ministère public, les bureaux administratifs des parquets et des greffes, les locaux de la police judiciaire, les locaux mis à la disposition des ordres des avocats, etc ...

Il est nécessaire que la loi en projet désigne clairement les locaux qu'elle vise. Comme l'observation en a été faite ci-dessus, il est notamment nécessaire que cette loi permette de délimiter son champ d'application d'avec celui de l'article 763 du Code judiciaire.

V. Quant à la praticabilité du système du projet.

Dans la pratique, la mise en oeuvre du système du projet paraît de nature à susciter de sérieuses difficultés, sur lesquelles le Conseil d'Etat estime devoir attirer l'attention du Gouvernement et des Chambres législatives. Ces difficultés concerneront particulièrement le pouvoir de requérir la force publique.

Dans son dernier alinéa, l'exposé des motifs prévoit l'éventualité "où des incidents surviendraient dans un bâtiment dans lequel ni le procureur général, ni le procureur du Roi n'exercent leurs fonctions (ex. justices de paix, juridictions du travail installées dans d'autres bâtiments que le palais de justice)". L'exposé des motifs poursuit en déclarant, conformément au système du projet, qu' "il appartient à l'autorité judiciaire qui s'y trouve d'aviser le procureur du Roi de manière à lui permettre de prendre les mesures qui s'imposent".

Force est de constater que le système du projet, qui oblige les autorités des juridictions dont il s'agit d'aviser le procureur du Roi, risque de faire perdre un temps précieux alors que le rétablissement de l'ordre exige des mesures rapides.

.../...

Même lorsque les magistrats du siège se trouvent installés dans un bâtiment qui abrite en même temps un parquet, les circonstances dans lesquelles l'ordre public se trouvera menacé ou déjà troublé, créeront parfois sinon la nécessité, du moins l'opportunité, d'autoriser ces magistrats à requérir directement eux-mêmes l'intervention de la force publique. Il suffit de songer au cas où les perturbateurs de l'ordre public auraient privé le magistrat du ministère public compétent du moyen d'appeler rapidement les forces de police, par exemple en coupant sa ligne téléphonique. Il faut aussi envisager le cas d'un incident technique qui paralyserait les communications téléphoniques.

Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'examiner s'il n'est pas opportun de permettre, au moins dans certains cas de nécessité ou d'urgence, que tout magistrat qui se trouve dans un lieu où l'ordre public est gravement mis en péril, prenne les mesures immédiates que commande pareille situation et requière l'intervention de la force publique. Il sera tenu compte, à cet égard, de la règle qui veut que ce soit l'autorité commandant les forces de l'ordre, et non celle qui les requiert, qui apprécie la nature et l'importance des moyens qui doivent être mis en oeuvre pour rétablir l'ordre public.

OBSERVATION COMPLEMENTAIRE QUANT A LA PRESENTATION DE LA DISPOSITION EN PROJET.

L'article unique de l'avant-projet serait inséré dans le Code judiciaire, sous forme d'un article 140bis. Le nouvel

article prendrait ainsi place dans le titre II ("Du ministère public") du livre premier ("Organes du pouvoir judiciaire") de la deuxième partie ("L'organisation judiciaire").

L'endroit où il est ainsi prévu de placer la nouvelle disposition, n'est pas le meilleur. En effet, cette disposition ne concerne pas seulement le ministère public auprès des juridictions ordinaires, mais aussi le ministère public auprès des juridictions militaires. Or le Code judiciaire ne régit pas l'auditorat près la cour militaire ou près les conseils de guerre (1). Dès lors, il paraît préférable de faire du projet une loi autonome.

+

\+ +

En conclusion, il y a lieu de revoir le projet en fonction des observations qui précèdent.

A N N E X E.

Les mesures relatives au maintien de l'ordre à l'intérieur des bâtiments ou des parties de bâtiment affectés à l'administration de la justice sont prises par :

.../...

---

(1) Ceci ressort des articles 137 à 156 du Code judiciaire.

1° l'auditeur militaire en ce qui concerne les bâtiments occupés en tout ou en partie par le Conseil de guerre, par le greffe de celui-ci ou par l'auditorat militaire, sauf lorsque ces bâtiments sont aussi occupés par la Cour militaire ou par une juridiction non militaire, par le greffe de l'une de ces juridictions, par un parquet général, par un auditorat général du travail, par l'auditorat général près la Cour militaire, par un parquet du procureur du Roi ou par un auditorat du travail;

2° le procureur du Roi en ce qui concerne tous les bâtiments occupés en tout ou en partie par un tribunal, par le greffe de celui-ci, par le parquet ou par l'auditorat du travail, sauf lorsque ces bâtiments sont aussi occupés par une Cour, par le greffe de celle-ci, par un parquet général, par un auditorat général du travail ou par l'auditorat général près la Cour militaire;

3° l'auditeur général près la Cour militaire en ce qui concerne les bâtiments occupés en tout ou en partie par la Cour militaire, par le greffe de celle-ci ou par l'auditorat général, sous réserve de l'alinéa 2;

4° le procureur général près la Cour d'appel en ce qui concerne les bâtiments occupés en tout ou en partie par une Cour d'appel ou une Cour du travail, par le greffe d'une de ces cours par le parquet général ou par un auditorat général;

5° le procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles en ce qui concerne les bâtiments occupés en tout ou en partie par la Cour de cassation, par le greffe de celle-ci ou par le parquet général près cette cour, sous réserve de l'alinéa 2.

.../...

Les mesures relatives au maintien de l'ordre à l'intérieur des bâtiments qui sont occupés en tout ou en partie conjointement par une cour d'appel, une cour du travail et une cour militaire, sont prises par le procureur général ou par l'auditeur général, la direction des opérations relevant du procureur général.

DE ALGEMENE STREKKING VAN HET WETSONTWERP.

De Minister van Justitie vraagt bij brief van 16 november 1984 het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State over een ontwerp van wet tot invoeging van een artikel 140bis in het Gerechtelijk Wetboek. Dit artikel luidt aldus :

"Buiten de gevallen voorzien in de artikelen 759 tot 763 van het Gerechtelijk Wetboek en in de artikelen 31 en 32 van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger waken voor de ordehandhaving binnen de gerechtsgebouwen :

1° de procureur des Konings binnen de gebouwen van zijn ambtsgebied;

2° de krijgsauditeur binnen de gebouwen waar een krijgsraad zetelt;

3° de procureur-generaal bij het hof van beroep binnen de gebouwen waar een hof zetelt;

4° de procureur-generaal bij het hof van beroep te Brussel en de auditeur-generaal bij het militair gerechtshof binnen de gebouwen te Brussel waar hoven zetelen. De leiding van de verrichtingen behoort tot de bevoegdheid van de procureur-generaal bij het hof van beroep te Brussel.

De voornoemde overheden kunnen te dien einde de openbare macht opvorderen" (1).

Volgens de memorie van toelichting zijn de problemen betreffende de orde der terechtzitting van hoven en rechtbanken wel geregeld in de artikelen 759 tot 763 van het Gerechtelijk Wetboek, maar"heeft de wetgever

.../...

---

(1) Het zou gepaster zijn het woord "opvorderen" in de Franse tekst weer te geven door "requérir".

daarentegen geen enkele bijzondere maatregel genomen betreffende de handhaving van de orde in de gerechtsgebouwen (buiten de plaatsen waar de rechters of de leden van het openbaar ministerie hun ambt uitoefenen)".

In de memorie van toelichting wordt erop gewezen dat het hier om een leemte gaat die aangevuld behoort te worden om bevoegdheidsconflicten te vermijden die tussen de parketoversten en de voorzitters van de rechtsmachten zouden kunnen rijzen.

In de laatste alinea van de memorie van toelichting wordt de volgende verduidelijking gegeven :

> "In de veronderstelling dat ongeregeldheden zich zouden voordoen in een gebouw waar noch de procureur-generaal, noch de procureur des Konings hun ambt uitoefenen (bijvoorbeeld : vredegerechten, arbeidsgerechten ondergebracht in andere gebouwen dan het justitiepaleis), dient de zich aldaar bevindende rechterlijke gezagsdrager de procureur des Konings op de hoogte te brengen ten einde deze laatste toe te laten de maatregelen die zich opdringen te nemen".

+

Het enige doel van het wetsontwerp bestaat er dus in de procureur-generaal bij het hof van beroep, de auditeur-generaal bij het militair gerechtshof, de procureur des Konings en de krijgsauditeurs bevoegdheid te geven om te waken voor de ordehandhaving binnen de

"gerechtsgebouwen" (ontworpen artikel 140bis, eerste lid).

+

OPMERKINGEN IN VERBAND MET DE WERKINGSSFEER VAN DE ONTWORPEN WET.

Uit de tekst van het ontwerp en uit de memorie van toelichting blijkt dat de stellers ervan het zo bedoelen dat "de handhaving van de orde ter terechtzitting" in de ruime betekenis van die uitdrukking (1) niet tot de werkingssfeer van de ontworpen wet behoort.

Het ontworpen artikel begint immers met de woorden : "Buiten de gevallen voorzien in de artikelen 759 tot 763 van het Gerechtelijk Wetboek en in de artikelen 31 en 32 van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger ...".

Welnu, de artikelen 759 tot 762 van het Gerechtelijk Wetboek regelen de handhaving van de orde ter terechtzitting; artikel 31 van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger heeft betrekking op de bestraffing van een misdrijf tegen de gewone wetten gepleegd op de terechtzitting van een gewoon gerecht door een persoon die aan het militair gerecht is onderworpen en artikel 32 van hetzelfde wetboek betreft de bestraffing van een overtreding of van een wanbedrijf op de terechtzitting van een militaire rechtbank begaan of gepleegd door een persoon die aan het gewoon gerecht is onderworpen.

.../...

---

(1) In die ruime betekenis omvat de handhaving van de orde ter terechtzitting niet alleen het voorkomen en het bestraffen van de ordeverstoring op de terechtzitting, maar ook de bestraffing van op de terechtzitting gepleegde misdrijven.

I. Naast de in het ontwerp aangehaalde bepalingen betreffende de handhaving van de orde ter terechtzitting in de ruime betekenis van deze uitdrukking, zijn er andere met een soortgelijk doel die blijkbaar uit het oog zijn verloren, namelijk :

- artikel 267, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering, dat "de handhaving van de orde ter terechtzitting" aan de voorzitter van het hof van assisen opdraagt;

- artikel 181 van hetzelfde wetboek, betreffende de wanbedrijven die gedurende de terechtzitting van een hof, van de correctionele rechtbank of van de burgerlijke rechtbank in de gehoorzaal mochten worden begaan;

- artikel 506 van hetzelfde wetboek, betreffende de misdaad gepleegd ter terechtzitting van een enkele rechter of van een rechtbank waartegen hoger beroep openstaat;

- artikel 507 van hetzelfde wetboek, betreffende de feitelijkheden die tot misdaad zijn geworden en alle andere op heterdaad vastgestelde misdaden, gepleegd ter terechtzitting van het Hof van Cassatie, van een hof van beroep of van een hof van assisen.

II. In een aantal van de bepalingen die in het ontwerp zijn aangehaald (Gerechtelijk Wetboek, artikel 762; Wetboek van strafrechtspleging voor het leger, artikelen 31 en 32) of die hierboven als aanvulling zijn vermeld (Wetvoek van strafvordering, artikel 507), is voorgeschreven dat leden van het openbaar ministerie ingrijpen, welk ingrijpen ook het handhaven van de orde op het oog heeft, inzonderheid door vervolgingen of vorderingen.

.../...

De formule "Buiten de gevallen voorzien ..." die in deze gevallen ieder optreden van het openbaar ministerie lijkt uit te sluiten, is derhalve niet deugdelijk. In het onderhavige geval zou de formule "Onverminderd ..." te verkiezen zijn.

III. Aangezien de werkingssfeer van het ontworpen artikel 140bis nu eenmaal beperkt is doordat er een regeling voor de handhaving van de orde ter terechtzitting bestaat, waaraan niets gewijzigd wordt, rijst de vraag welke precies de plaatsen zijn waar de bevoegdheid inzake handhaving van de orde ter terechtzitting gelding heeft.

Artikel 763 van het Gerechtelijk Wetboek, dat de laatste bepaling vormt van een afdeling met als opschrift "Terechtzitting", luidt aldus :

> "De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing in alle plaatsen waar de rechters of de leden van het openbare ministerie hun ambt uitoefenen" (1).

.../...

---

(1) Blijkbaar moet worden gelezen "de bepalingen van deze afdeling" (veeleer dan "van dit hoofdstuk"), daar het hoofdstuk waarin artikel 763 staat, het geheel van de bepalingen betreffende de behandeling en berechting op tegenspraak omvat, terwijl afdeling 6 van dat hoofdstuk specifiek op het verloop van de terechtzitting betrekking heeft, dit wil zeggen op het tijdsbestek waarin zich feiten kunnen voordoen die aanleiding geven tot het handhaven van de orde ter terechtzitting. Artikel 763 is trouwens het laatste van afdeling 6, waarvan het de werkingssfeer dus nader lijkt te bepalen, terwijl het hoofdstuk waarin het staat, voortgaat met de afdelingen 7, 8 en 9.

Artikel 763 doelt dus op plaatsen, maar het doet dat onder verwijzing naar het ambt dat er wordt uitgeoefend.

De interpretatie van die tekst doet een tweevoudige vraag rijzen. Ten eerste, welke zijn precies de plaatsen "waar de rechters of de leden van het openbaar ministerie hun ambt uitoefenen" ? Ten tweede, berust in die plaatsen de handhaving van de orde ter terechtzitting te allen tijde bij de rechters die er aanwezig zijn, of kan die bevoegdheid slechts worden uitgeoefend gedurende de tijd dat de rechters handelingen in de uitoefening van hun ambt verrichten ?

Het vaststellen van de werkingssfeer van de bepalingen in verband met de handhaving van de orde ter terechtzitting lijkt tot dusver weinig of geen moeilijkheden te hebben opgeleverd. Zodra deze werkingssfeer echter op negatieve wijze, bij wege van uitsluiting de werkingssfeer afbakent van de bevoegdheid tot ordehandhaving welke het ontwerp aan het parket wil verlenen, is het van het allergrootste belang duidelijk te stellen waar en wanneer precies de bevoegdheid inzake handhaving van de orde ter terechtzitting tot uitoefening kan komen. Zo niet is er gevaar dat de bevoegdheidsconflicten tussen de parketoversten en de voorzitters van de gerechten, welke het ontwerp precies wil vermijden, zich nog voordoen en zelfs toenemen.

In het verslag van de Koninklijke Commissaris voor de Gerechtelijke Hervorming, dat gevoegd is bij de memorie van toelichting van het ontwerp dat de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek is

geworden, wordt de strekking van artikel 763 van dat Wetboek aldus gecommentarieerd :

> "De bepalingen met betrekking tot de tucht ter zitting zijn van toepassing op alle plaatsen waar de rechters of de leden van het openbaar ministerie hun ambt uitoefenen : zowel op de openbare zittingen als op die welke gehouden worden met gesloten deuren, en zelfs bij een plaatsopneming, een getuigenverhoor of een deskundigenonderzoek". (1)

De aldus aangehaalde voorbeelden lijken erop te wijzen dat er van handhaving van de orde ter terechtzitting alleen sprake kan zijn in de plaatsen waar de rechters handelingen verrichten die uitoefening van het gerechtelijk ambt opleveren, uiteraard niet in de plaatsen waar deze magistraten een zuiver voorbereidende taak vervullen, zoals het bestuderen van de bij hen aanhangig gemaakte gevallen.

Toch zal het soms moeilijker zijn om dit onderscheid te maken tussen de handelingen die uitoefening van het gerechtelijk ambt opleveren en die welke dat niet doen, ook al staan ze ermee in verband. Het lijkt bijvoorbeeld wel zo te zijn dat de vrederechter die de familieraad voorzit, de rechter die gedurende de echtscheidingsprocedure de partijen poogt te verzoenen, de onderzoeksrechter die in zijn kabinet een verdachte of een getuige ondervraagt, in het geval van artikel 763 verkeren. Meer twijfel daarover is er wanneer de rechter in zijn kabinet of in raadkamer een advocaat van een partij ontvangt, al of niet vergezeld van deze partij. Geldt het beraad van de rechters als uitoefening van het gerechtelijk ambt, zelfs wanneer het niet "op de banken" plaatsheeft ?

.../...

---

(1) Gedr. St. Senaat, zitt. 1963-1964, nr. 60, blz. 188

Ofschoon artikel 763 van het Gerechtelijk Wetboek op het eerste gezicht de werkingssfeer van de bevoegdheid tot ordehandhaving ter terechtzitting lijkt te bepalen door het aangeven van de plaatsen waar die bevoegdheid tot uitoefening kan komen, is er, gelet op de door de Koninklijke Commissaris voor de Gerechtelijke Hervorming aangehaalde voorbeelden, reden om aan te nemen dat veeleer de aard van de door de rechters verrichte handelingen dan de plaats waar die handelingen verricht worden, van belang is. In de zaal waar de rechtbank zitting houdt, zal de bevoegdheid inzake ordehandhaving ter terechtzitting slechts tot uitoefening kunnen komen zolang de terechtzitting duurt.

Moet de onderzoeksrechter als hij een beklaagde of getuigen ondervraagt geacht worden een handeling te verrichten die een uitoefening van zijn gerechtelijk ambt oplevert, wanneer hij inzage neemt van door de politie opgemaakte processen-verbaal of kennis neemt van de conclusies van een deskundige vervult hij nog slechts een voorbereidende taak. Zo valt een en dezelfde plaats, al blijft dezelfde magistraat er aanwezig, nu eens onder de regeling betreffende de ordehandhaving ter terechtzitting, dan weer niet. Blijkbaar moet daaruit worden afgeleid dat in die plaats verscheidene keren in de loop van dezelfde dag en zelfs op ieder ogenblik telkens een andere overheid voor de openbare orde kan hebben in te staan. Hoewel zo'n regeling theoretisch denkbaar is, rijst toch de vraag naar de bruikbaarheid en de doeltreffendheid ervan.

Het komt de Regering en de Wetgevende Kamers toe te oordelen of de werkingssfeer van de bevoegdheid tot het handhaven van de orde ter terechtzitting niet

beter afgebakend behoort te worden, onder meer door een wijziging van artikel 763 van het Gerechtelijk Wetboek, opdat de beperking die er voor het bepalen van de werkingssfeer van het ontworpen artikel 140bis van het Gerechtelijk Wetboek uit ontstaat, voldoende duidelijk en nauwkeurig zal zijn. Ook zullen zij hebben te oordelen of de door het ontwerp nagestreefde oogmerken er wel mee gediend zijn dat afwisselend twee verschillende overheden ieder op haar beurt uitsluitende bevoegdheid hebben inzake de ordehandhaving in een en dezelfde plaats. Deze laatste opmerking, die op de bruikbaarheid van de ontworpen regeling betrekking heeft, zal worden aangevuld met opmerkingen in verband met het bepalen van de gebouwen die door het ontwerp worden beoogd ("Opmerkingen betreffende de strekking van het ontwerp", IV, verderop).

OPMERKINGEN BETREFFENDE DE STREKKING VAN HET ONTWERP.

I. Ten aanzien van de omvang van de toegekende bevoegdheid.

Het ontwerp beperkt zich ertoe te stellen dat "(de overheden van het openbaar ministerie welke het aanwijst) waken voor de ordehandhaving binnen de gerechtsgebouwen". De tekst geeft geen nadere omschrijving van het bedoelde begrip "handhaving van de openbare orde".

De memorie van toelichting wijst erop dat "het ... niet uitgesloten is dat manifestaties die van aard zijn de werking van de diensten te verstoren zich voordoen binnen een gerechtsgebouw, waarbij zij die er aan deelnemen zich niet schuldig maken aan een inbreuk". En de memorie van toelichting vervolgt : "Het ontwerp verleent aan dezelfde gezagvoerders de opdracht tussen

.../...

te komen in deze omstandigheden opdat zij alle door de toestand vereiste maatregelen zouden kunnen nemen, hieronder begrepen het beroep op de openbare macht. Deze magistraten wordt aldus een politiemacht binnen de gerechtsgebouwen toebedeeld". Door die bewoordingen geeft de memorie van toelichting te verstaan dat het ontwerp ertoe zou strekken aan de parketten de bevoegdheid toe te kennen om nog andere maatregelen te treffen dan die welke erin bestaat het optreden van de openbare macht te vorderen; ze verstrekt echter geen enkele nadere aanwijzing in verband met die maatregelen.

Bepaalde toestanden zouden aanleiding kunnen geven tot moeilijkheden van praktische aard, die verband houden met de onzekerheid aangaande de juiste omvang van de aan de parketoversten toegekende bevoegdheden. Zo zal bijvoorbeeld de vraag kunnen rijzen of, ingeval het ontwerp wordt aangenomen, de procureur-generaal of de procureur des Konings uitsluitende bevoegdheid zal hebben op het gebied van de ordehandhaving en of hij alleen,zelfs ten opzichte van de zittende magistraten en van de balie, de voorwaarden voor toegang tot de gerechtsgebouwen en het verkeer binnen die gebouwen zal kunnen regelen, de plaatsing en het gebruik van bewakings- en veiligheidsapparaten zal kunnen bevelen...

II. Ten aanzien van het bepalen van de bevoegde overheden.

De gemachtigde van de Minister heeft aan de Raad van State het volgende medegedeeld :

a) Met de vermelding van de procureur des Konings, van de krijgsauditeur, van de procureur-generaal bij het

.../...

hof van beroep van de auditeur-generaal bij het militair gerechtshof doelt het ontwerp niet alleen op de korpschefs van de verschillende parketten maar ook op de andere leden van die parketten, aangewezen volgens de bepalingen die de werking van het openbaar ministerie regelen.

b) Het komt vaak voor dat verschillende gerechten in een zelfde gebouw gevestigd zijn. Zulks is het geval met het "Justitiepaleis" te Brussel, het enige dat bedoeld is in het ontworpen artikel 140bis, eerste lid, 4°. Dat is tevens het geval met de diverse gebouwen waar een hof van beroep tegelijk met een of meer gerechten van eerste aanleg zijn zetel heeft of waar een rechtbank van eerste aanleg of een arbeidsrechtbank tegelijk met een rechtbank van koophandel haar zetel heeft, enz...

Ter afwijking van de principiële regel die de procureur des Konings de verantwoordelijkheid opdraagt voor de ordehandhaving "binnen de gebouwen van zijn ambtsgebied" (ontworpen artikel 140bis, 1°), verwijst het ontwerp anderzijds slechts naar de plaatsen waarin een gerecht zetelt. Zijn de diensten van een parket-generaal, van een arbeidsauditoraat-generaal of van een krijgsauditoraat gevestigd in een ander gebouw dan datgene waarin onderscheidenlijk het hof van beroep, het arbeidshof of de krijgsraad hun zetel hebben, dan zal de tekst van het ontwerp tot gevolg hebben dat de procureur des Konings bevoegd wordt voor de ordehandhaving in de gebouwen die bestemd zijn voor de diensten van een parket-generaal, van een arbeidsauditoraat-generaal of van een krijgsauditoraat.

Met inachtneming van de algemene beginselen van de rechterlijke organisatie en van de door de memorie van toelichting gegeven aanwijzing, kan men de hiërarchische

.../...

orde van de bevoegdheden vaststellen en bepalen welke magistraat van het openbaar ministerie moet instaan voor de ordehandhaving in een gebouw wanneer er verschillende gerechten in gevestigd zijn. Het zou niettemin verkieslijk zijn de bevoegdheidsregels nauwkeuriger te formuleren. De Raad van State heeft bij dit advies, als bijlage, een tabel gevoegd die de regels vermeldt welke hem lijken voort te vloeien uit de economie van het ontwerp.

III. Ten aanzien van de betrekkingen tussen de verschillende politiemachten.

Het ontwerp kent aan de verschillende parketten de bevoegdheid toe om de orde te handhaven binnen de gerechtsgebouwen. Het is noodzakelijk te bepalen of die bevoegdheid - en, zo ja, in welke mate - de bevoegdheid van algemene politie uitsluit die door een geheel van bepalingen toevertrouwd wordt aan verschillende overheden en die de bevoegdheid insluit om de ordehandhaving te verzekeren (1).

Als zodanige bepalingen dienen te worden vermeld :

- artikel 29 van de Grondwet, hetwelk bepaalt dat de uitvoerende macht, die - sensu lato - de ordehandhaving op het grondgebied van het Rijk omvat, bij de Koning berust;

.../...

---

(1) Over het begrip "algemene politie", zie :
A. BUTTGENBACH, Manuel de droit administratif, Brussel, Larcier, 1966, nrs. 480 e.v.
J. DEMBOUR, Droit administratif, 5de uitg., Luik, 1978, nr. 234;
A. MAST, Overzicht van het Belgisch Administratief Recht, 9e druk, Gent-Leuven, Story-Scientia, 1984, nr. 392.

- het decreet van 14 december 1789 betreffende het instellen van de gemeentebesturen, hetwelk in zijn artikel 50 bepaalt dat "de eigen taken van het gemeentebestuur zijn ... : ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, met name over ... de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen";

- het decreet van 16-24 augustus 1790 betreffende de rechterlijke organisatie, hetwelk overeenkomstige bepalingen bevat die vermelden dat "de volgende zaken van politie aan de waakzaamheid en het gezag van het gemeentebestuur worden toevertrouwd : ... 2° het tegengaan en straffen van inbreuken op de openbare rust ..." en "3° het handhaven van de orde op plaatsen waar veel mensen samenkomen, ... en andere openbare plaatsen";

- de artikelen 94 en 105 van de gemeentewet, die aan de burgemeester de noodzakelijke bevoegdheid verlenen in geval van ernstige stoornis van de openbare rust;

- de artikelen 128 en 129 van de provinciewet, die de provinciegouverneur gelasten te zorgen voor de handhaving van de rust en de orde in de provincie.

Melding moet ook worden gemaakt van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, inzonderheid van de artikelen 1, 17, 28 en 44, eerste en tweede lid.

Om dat doel te bereiken en om moeilijkheden te voorkomen wat betreft het bepalen van de overheid die voor het handhaven van de orde mag en moet optreden,

zou het ontwerp zich niet mogen beperken tot het aanwijzen van de plaatsen waar de verantwoordelijkheid welke het aan het parket wil opdragen, zal kunnen worden uitgeoefend ; het zou ook de omstandigheden moeten vermelden waarin dat zal dienen te geschieden. Het kan immers gebeuren dat de verstoring van de openbare orde buiten de "gerechtsgebouwen" begint en binnen die gebouwen voortduurt of, omgekeerd, dat ze zich eerst voordoet binnen een van die gebouwen en, na verwijdering van de rustverstoorders, voortgezet wordt op de openbare weg.

Het ontwerp zou moeten bepalen in welke omstandigheden de verschillende overheden in dergelijke gevallen kunnen optreden. Misschien zal de wetgever tot de conclusie komen dat het optreden van een overheid niet noodzakelijk het optreden van een andere overheid uitsluit. Wil de wetgever daarentegen dat bevoegdheden met een exclusief karakter worden toegekend, dan zal men komen te staan voor een ingewikkeld en uiterst kies probleem van coördinatie in het optreden van die administratieve overheden.

IV. Ten aanzien van de aanwijzing van de bedoelde gebouwen.

De Franse uitdrukking "bâtiments judiciaires" (in de Nederlandse tekst "gerechtsgebouwen") is geen gelukkige keuze. Ongetwijfeld heeft zij de verdienste dat zij aangeeft dat het ontwerp uitsluitend de gebouwen bedoelt waarin gerechten van de rechterlijke orde of bij die gerechten ingestelde parketten, griffies en diensten gevestigd zijn. Maar het bijvoeglijk naamwoord "judiciaires" past niet bij de term "bâtiments".

.../...

Bovendien dient er rekening mee te worden gehouden dat het vrij veel voorkomt dat gewone gerechten hun zetel hebben in een gedeelte van een gebouw dat, voor het overige, een andere bestemming heeft. Talrijke vredegerechten, bijvoorbeeld, zijn ondergebracht in een gedeelte van het gebouw dat als stadhuis of als gemeentehuis dient.

Derhalve schrijve men in het ontwerp : ... binnen de gebouwen of gedeelten van gebouwen, gebruikt voor de rechtsbedeling".

In de gebouwen die gebruikt worden voor de rechtsbedeling kan men onderscheiden :

a) de voor het publiek toegankelijke lokalen; buiten de gehoorzaal, behoren daartoe de wandelgangen, de gangen en de griffies;

b) de voor het publiek niet toegankelijke lokalen, dat zijn die lokalen waar de rechters in raadkamer bijeenkomen en die waar ze het aan hun vonnissen voorafgaande beraad houden, de kabinetten van de zittende magistraten, de kabinetten van de onderzoeksrechters, de kabinetten van de magistraten van het openbaar ministerie, de administratieve kantoren van de parketten en van de griffies, de lokalen van de gerechtelijke politie, de lokalen die ter beschikking gesteld zijn van de orden van advocaten, enz...

Het is noodzakelijk dat de ontworpen wet duidelijk bepaalt op welke lokalen zij betrekking heeft. Zoals hierboven is opgemerkt, moet die wet het onder meer mogelijk maken haar werkingssfeer af te bakenen ten aanzien van die van artikel 763 van het Gerechtelijk Wetboek.

/

V. Ten aanzien van de bruikbaarheid van de regeling van het ontwerp.

In de praktijk lijkt de toepassing van de regeling van het ontwerp te zullen leiden tot ernstige moeilijkheden, waarop de Raad van State de aandacht van de Regering en van de Wetgevende Kamers meent te moeten vestigen. Die moeilijkheden betreffen inzonderheid de bevoegdheid om het optreden van de openbare macht te vorderen.

In haar laatste alinea heeft de memorie van toelichting het over "de veronderstelling dat ongeregeldheden zich zouden voordoen in een gebouw waar noch de procureur-generaal, noch de procureur des Konings hun ambt uitoefenen (bijvoorbeeld : vredegerechten, arbeidsgerechten ondergebracht in andere gebouwen dan het justitiepaleis)". De memorie van toelichting vervolgt, in de lijn van de regeling van het ontwerp : "de zich aldaar bevindende rechterlijke gezagsdrager (dient) de procureur des Konings op de hoogte te brengen ten einde deze laatste toe te laten de maatregelen die zich opdringen te nemen".

Vastgesteld moet worden dat de regeling van het ontwerp, die de overheden van de bewuste gerechten de verplichting oplegt de procureur des Konings op de hoogte te brengen, kostbare tijd kan doen verliezen, terwijl het herstellen van de orde vereist dat snel wordt ingegrepen.

Zelfs wanneer de zittende magistraten ondergebracht zijn in een gebouw dat tevens plaats biedt aan een parket, zal het wegens de omstandigheden waarin

de openbare orde bedreigd of reeds verstoord zal zijn, soms zo niet noodzakelijk dan toch wenselijk zijn dat die magistraten zelf rechtstreeks het optreden van de openbare macht kunnen vorderen. Men hoeft maar te denken aan het geval dat de verstoorders van de openbare orde de bevoegde magistraat van het openbaar ministerie de mogelijkheid zouden hebben ontnomen om snel de politiemacht op te roepen, bijvoorbeeld door het afsnijden van zijn telefoonlijn. Men moet ook rekenen met het geval dat een technische storing ieder telefoonverkeer onmogelijk zou maken.

Het komt de Regering en de Wetgevende Kamers toe te onderzoeken of het niet wenselijk is toe te staan, althans in sommige nood- of spoedgevallen, dat elke magistraat die zich bevindt in een plaats waar de openbare orde ernstig in gevaar gebracht is, de onmiddellijke maatregelen neemt welke dergelijke toestand vereist en dat hij het optreden van de gewapende macht vordert. In dat opzicht dient rekening te worden gehouden met de regel die wil dat over de aard en de omvang van de middelen die moeten worden aangewend om de openbare orde te herstellen wordt geoordeeld door de overheid die de ordestrijdkrachten beveelt, en niet door die welke ze opvordert.

AANVULLENDE OPMERKING WAT BETREFT DE INKLEDING VAN DE ONTWORPEN BEPALING.

Het enig artikel van het voorontwerp zou in het Gerechtelijk Wetboek worden ingevoegd in de vorm van een artikel 140bis. Het nieuwe artikel zou aldus komen te staan in titel II ("Openbaar ministerie") van het eerste boek ("Organen van de rechterlijke macht") van het tweede deel ("Rechterlijke organisatie").

De plaats die voor de nieuwe bepaling wordt vooropgesteld, is niet de beste. Die bepaling heeft immers niet alleen betrekking op het openbaar ministerie bij de gewone gerechten, maar ook op het openbaar ministerie bij de militaire gerechten. Het auditoraat bij het militair gerechtshof of bij de krijgsraden valt echter niet onder de regeling van het Gerechtelijk Wetboek (1). Derhalve lijkt het verkieslijk het ontwerp tot een autonome wet te maken.

\+

\+ \+

De conclusie is dat het ontwerp dient te worden herzien aan de hand van de bovenstaande opmerkingen.

B I J L A G E.

De maatregelen die betrekking hebben op de ordehandhaving binnen de gebouwen of de gedeelten van gebouwen die gebruikt worden voor de rechtsbedeling, worden genomen door :

1° de krijgsauditeur wat betreft de gebouwen die geheel of ten dele betrokken zijn door de krijgsraad, door de griffie van de krijgsraad of door het krijgsauditoraat, behalve wanneer in die gebouwen ook het mili-

.../...

---

(1) Dit blijkt uit de artikelen 137 tot 156 van het Gerechtelijk Wetboek.

tair gerechtshof of een niet-militair gerecht, de griffie van een van die gerechten, een parket-generaal, een arbeidsauditoraat-generaal, het auditoraat-generaal bij het militair gerechtshof, een parket van de procureur des Konings of een arbeidsauditoraat gevestigd is;

2° de procureur des Konings, wat betreft alle gebouwen die geheel of ten dele betrokken zijn door een rechtbank, door de griffie van die rechtbank, door het parket of door het arbeidsauditoraat, behalve wanneer in die gebouwen ook een hof, de griffie van dat hof, een parket-generaal, een arbeidsauditoraat-generaal of het auditoraat-generaal bij het militair gerechtshof gevestigd is;

3° de auditeur-generaal bij het militair gerechtshof, wat betreft de gebouwen die geheel of ten dele betrokken zijn door het militair gerechtshof, door de griffie van dat gerechtshof of door het auditoraat-generaal, onder voorbehoud van het 2°;

4° de procureur-generaal bij het hof van beroep, wat betreft de gebouwen die geheel of ten dele betrokken zijn door een hof van beroep of door een arbeidshof, door een griffie van een van die hoven, door het parket-generaal of door een auditoraat-generaal;

5° de procureur-generaal bij het Hof van beroep te Brussel, wat betreft de gebouwen die geheel of ten dele betrokken zijn door het Hof van Cassatie, door

.../...

de griffie van dat hof of door het parket-generaal bij dat hof, onder voorbehoud van het tweede lid.

De maatregelen die betrekking hebben op de ordehandhaving binnen de gebouwen die geheel of ten dele tegelijk door een hof van beroep, een arbeidshof en een militair gerechtshof betrokken zijn, worden genomen door de procureur-generaal of door de auditeur generaal; de leiding van de verrichtingen berust bij de procureur-generaal.

La chambre était composée de

Messieurs : Ch. HUBERLANT, président, conseiller d'Etat,
de Heren : kamervoorzitter, staatsraad,

A. VANWELKENHUYZEN, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

J. DE GAVRE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. VANWELKENHUYZEN.
Le rapport a été présenté par M. M. HANOTIAU, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. VANWELKENHUYZEN.
Het verslag werd uitgebracht door de H. M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. C. HUBERLANT.